

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 5 mai au 9 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

## Faits marquants

- ❖ **Kenya** : Ralentissement de l'activité en 2024
- ❖ **Soudan du Sud** : Première livraison de pétrole brut à Port-Soudan, après plus d'un an de suspension
- ❖ **Tanzanie** : Forte hausse du salaire minimum des fonctionnaires

### LE CHIFFRE A RETENIR

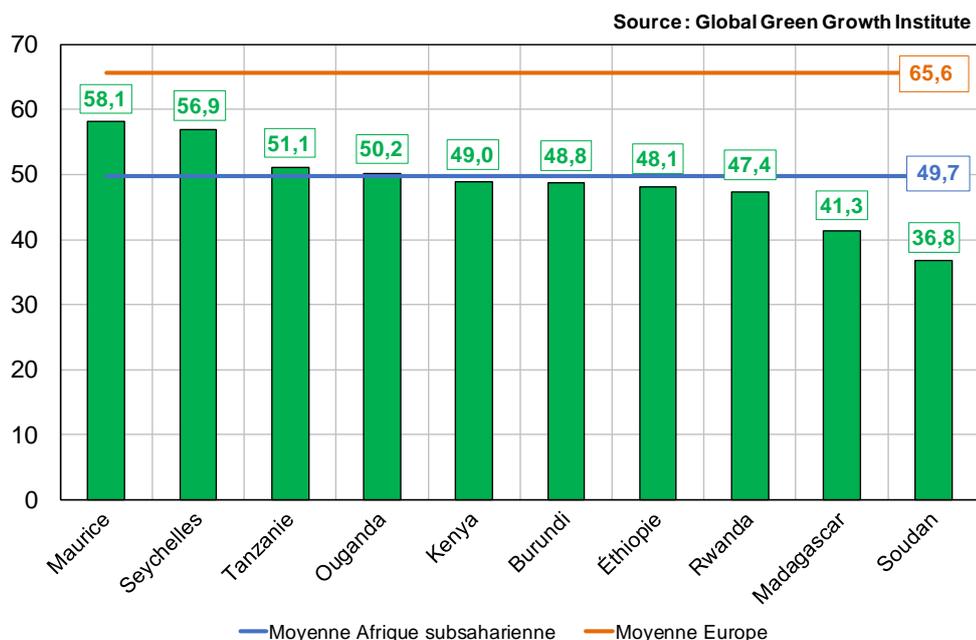
**-35 %**

**KENYA** : REHAUSSEMENT DES  
OBJECTIFS D'ÉMISSIONS DE GAZ A  
EFFET DE SERRE D'ICI A 2035

## Le graphique de la semaine

### AEOI : Green Growth Index 2023

-score sur 100-



L'indice de croissance verte (*Green Growth Index*), évalue la performance des pays dans l'atteinte d'objectifs internationaux de durabilité (ODD, Accord de Paris, Cibles d'Aichi), sur une échelle de 0 à 100. Il s'appuie sur quatre piliers : l'usage durable des ressources, la préservation du capital naturel, les opportunités économiques vertes et l'inclusion sociale. Un score de 100 reflète la pleine réalisation de ces objectifs. En 2023, seuls quatre pays d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien (AEOI) - Maurice (58,1), les Seychelles (56,9), la Tanzanie (51,1) et l'Ouganda (50,2) - dépassent la moyenne subsaharienne (49,7). Tous affichent des scores compris entre 40 et 60, correspondant à une performance verte modérée selon la classification de l'indice, et restent en deçà de la moyenne européenne (65,6), illustrant le décalage entre ambitions durables globales et capacités structurelles régionales.

## COMORES

### Transfert de la gestion de l'aéroport de Moroni à l'entreprise émirienne *Terminals Holding*

La gestion de l'aéroport international de Moroni Prince Saïd Ibrahim, principal aéroport des Comores, est en cours de transfert à une co-entreprise nommée *Terminals Moroni Airport Management*, constituée de *Terminals Holding*, une société émirienne, et de l'Etat comorien. Ce transfert, qui s'effectue dans le cadre d'une concession de 30 ans, a lieu de manière progressive. Le concessionnaire serait en charge du contrôle opérationnel de l'aéroport depuis le 1er octobre 2024. Des investissements à hauteur de 100 MUSD sont prévus pour moderniser et développer l'aéroport.

## ÉTHIOPIE

### Heineken investit 26 M EUR pour moderniser une de ses brasseries

*Heineken Ethiopia* a investi 26 M EUR dans sa brasserie de Qilinto pour accroître sa production et réduire son empreinte carbone. Ce projet, dont l'achèvement est prévu pour novembre 2025, vise à porter la capacité annuelle de la brasserie à 4,5 millions d'hectolitres, consolidant la position dominante du groupe sur le marché éthiopien, où il détient 40 % des parts. Le chantier se décline en deux projets : l'installation de nouvelles cuves de brassage (6 M EUR) et la transition vers une chaudière électrique (20 M EUR), moins polluante et moins dépendante aux importations d'énergies fossiles. Alors que l'approvisionnement en orge devient critique, Heineken, qui se fournit désormais à 100 % localement, plaide pour un soutien accru aux agriculteurs. Une *task-force* a été mise en place avec le ministère de l'Industrie pour trouver des solutions durables aux pénuries locales.

### Le parlement adopte une nouvelle loi sur le bien-être animal

Le parlement éthiopien a adopté une nouvelle loi sur le bien-être animal dans l'objectif de renforcer la réglementation en matière de santé animale, prévenir les maladies transmissibles, garantir la sécurité alimentaire et améliorer les performances économiques du secteur. Cette nouvelle loi introduit des sanctions plus sévères pour certaines infractions telles que l'altération du lait, la vente de produits laitiers non certifiés et la manipulation d'animaux porteurs des maladies. La vente de lait non inspecté ou non traité pourrait induire une peine de prison allant jusqu'à cinq ans et une amende s'élevant à 50 000 ETB (329,8 EUR). La vente

et la distribution d'animaux et de produits animaliers infectés par des maladies pourrait également entraîner une peine de prison allant jusqu'à cinq ans et une amende de 10 000 ETB (66 EUR).

## KENYA

### Le pouvoir d'achat des salariés continue de se détériorer

En 2024, les salaires réels au Kenya ont de nouveau reculé, pour la cinquième année consécutive – la hausse des salaires nominaux étant restée inférieure à celle du coût de la vie – selon le Bureau national des statistiques (KNBS). Ajustée de l'inflation, la rémunération moyenne mensuelle est passée de 62 256 KES (585,2 USD) en 2020 à 55 451 KES (410,3 USD) en 2024, soit une perte de pouvoir d'achat de plus de 10 %. Les agents publics figurent parmi les plus touchés, dans un contexte où la création d'emploi demeure insuffisante : seuls 75 000 postes formels ont été créés en 2024, l'un des plus bas niveaux depuis la pandémie. Parallèlement, de nouvelles taxes (logement, santé) et la hausse des cotisations sociales pèsent sur les revenus disponibles des ménages.

### Ralentissement de l'activité en 2024

Les chiffres de croissance pour 2024 publiés par le KNBS le 6 mai 2025 s'affichent à +4,7 %, dépassant légèrement les prévisions du FMI dans son WEO d'avril 2025 (+4,5 %). Cependant, ce résultat marque un net ralentissement par rapport à 2023 (+5,7 %), dans un contexte marqué par les inondations au printemps, des taux d'intérêt élevés, un processus de consolidation budgétaire et les tensions sociales liées au projet de loi de finances. Dans le détail, cette baisse de la croissance s'explique par l'agriculture (à +4,4 %, soit -2,7 pts), les services financiers (à +7,6 %, soit -2,5 pts) et les TIC (à +7,0 %, soit -3,3 pts), tandis que la construction a reculé (-0,7 %, soit -3,7 pts). À l'inverse, l'activité manufacturière a légèrement accéléré (+2,8 %, soit +0,6 pt). Pour 2025, le gouvernement prévoit un rebond, à +5,4 %, soutenu par la baisse des taux directeurs et une reprise du crédit privé. La poursuite de la consolidation budgétaire et les tensions commerciales mondiales pourraient, néanmoins, peser sur ces prévisions.

### L'indice PMI atteint un point haut de 27 mois

En avril 2025, l'indice PMI (*Purchasing Managers' Index* – indice des directeurs d'achat) du Kenya a poursuivi sa trajectoire haussière pour atteindre 52, son plus haut niveau depuis janvier 2023. Pour rappel, le PMI mesure la santé de l'activité du secteur privé : une valeur supérieure à 50 indique une expansion, tandis qu'une valeur inférieure à 50 traduit une contraction. Cette amélioration a été portée par une hausse marquée des ventes – la plus forte depuis

février 2022 – ainsi qu'une reprise des nouvelles commandes, notamment dans les services, l'agriculture et la construction. L'emploi a aussi légèrement progressé, bien que concentré sur des contrats temporaires. Les coûts d'achat ont augmenté sous l'effet de pénuries et d'une pression fiscale accrue. Les perspectives restent toutefois modérées : seules 5 % des entreprises anticipent une hausse de leur production à un an, dans un climat économique toujours incertain.

### Rehaussement des objectifs d'émissions de gaz à effet de serre à -35 % d'ici à 2035

Dans le cadre de sa 2<sup>ème</sup> Contribution Déterminée au niveau National (CDN) à l'Accord de Paris, le Kenya s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de -35 % d'ici 2035 par rapport au scénario « Business As Usual », soit un objectif de 75,3 Mt de CO<sub>2</sub> par an. Le financement des actions climatiques entre 2031 et 2035 est estimé à 56 Md USD, dont 19 % proviendront des ressources nationales, le reste nécessitant un soutien international. Par rapport à la 1<sup>ère</sup> CDN (2020-2030) qui visait une réduction de -32 % des émissions avec un focus sur les énergies renouvelables et la gestion durable des terres, cette nouvelle CDN met l'accent sur la protection des populations, des infrastructures et des écosystèmes face aux impacts du changement climatique. L'un des premiers pays africains à soumettre une seconde CDN, le Kenya réaffirme son leadership sur la scène internationale dans la lutte contre le changement climatique. Le pays subit déjà ses impacts : pertes directes estimées à 650 M USD dues à la sécheresse en 2023 et à 1,5 Md USD liées aux inondations en 2024. En 2022, le pays contribuait à moins de 0,1 % des émissions mondiales, avec des émissions par habitant de 2,1 tCO<sub>2</sub>, bien en dessous de la moyenne mondiale de 6,8 tCO<sub>2</sub>.

## MADAGASCAR

### Le FMI et la Banque mondiale revoient leur prévision de croissance à la baisse pour 2025

Dans le cadre du *World Economic Outlook* d'avril 2025, le FMI revoit à la baisse le taux de croissance de Madagascar (-0,7 pt, à +3,9 %). De son côté, la Banque mondiale revoit l'activité encore plus fortement à la baisse (-1 pt, à +3,7 %). Cette contraction s'explique principalement par un fort ralentissement du secteur textile, qui serait fortement affecté par la hausse des droits de douane américain et par l'éventuel non-renouvellement de l'*African Growth Opportunity Act* – AGOA). Le FMI a, par ailleurs, révisé à la hausse ses prévisions d'inflation pour 2025 (+0,8 pt, à +8,4 %).

## MAURICE

### Légère dépréciation de la roupie mauricienne par rapport à l'euro et au dollar américain

Selon la Banque centrale, le taux de change moyen quotidien de la roupie mauricienne était de 50,7 MUR pour 1 EUR (46,8 MUR pour 1 USD) sur la période avril 2024-mars 2025, soit une dépréciation de 2,2 % vis-à-vis de l'euro (2,9 % vis-à-vis du dollar américain) par comparaison à la période avril 2023-mars 2024.

## OUGANDA

### Légère hausse de l'inflation en hausse en avril

En avril 2025, l'inflation annuelle a légèrement progressé à +3,5 %, contre +3,4 % en mars, selon le Bureau ougandais des statistiques (UBOS). Cette hausse est principalement attribuée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, du logement, de l'énergie et des assurances. L'inflation sous-jacente a également augmenté à +3,9 %, tirée par les coûts élevés des services financiers et éducatifs. S&P a maintenu ses prévisions d'inflation à +3,6 % pour 2025.

## RWANDA

### Le pays mise sur les fintechs pour stimuler inclusion et croissance

Dans le cadre de sa Stratégie nationale de transformation, le Rwanda a lancé fin 2024 une stratégie quinquennale pour devenir un hub régional des technologies financières (*fintech*). D'ici 2029, le pays prévoit de créer 7 500 emplois, attirer 200 M USD d'investissements et atteindre un taux d'adoption des services *fintech* de 80 %. Cette initiative s'inscrit dans la continuité du « bac à sable réglementaire » de la Banque centrale - permettant aux entreprises de tester leurs solutions dans un cadre sécurisé - dont 17 *fintechs* ont déjà bénéficié. Depuis 2014, le nombre de *fintechs* a bondi de 3 à 75, desservant plus de 3 millions d'utilisateurs et atteignant un taux d'inclusion financière de 96 % fin 2024. La stratégie cible aussi les technologies émergentes et vise à attirer des investisseurs internationaux et des start-ups locales.

## SOMALIE

### Création d'un comité pour l'élimination des barrières non tarifaires

La Somalie a créé un comité, le « *National Monitoring Committee* » (NMC), chargé de l'élimination des barrières non tarifaires. Le lancement de cette

instance a eu lieu au mois d'avril à Mogadiscio, lors d'un atelier coorganisé par le secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est et le gouvernement. Parallèlement, le ministère des Affaires étrangères a annoncé la création de différents comités techniques dans l'objectif de l'accélération de la mise en œuvre des protocoles relatifs à l'union douanière et du marché commun. Le NMC assurera l'identification, le signalement et la résolution des barrières non tarifaires.

## SOUDAN

### Suspension de l'aide aérienne en raison des frappes de drones

Les Nations Unies ont annoncé la suspension des vols humanitaires à la suite des attaques menées par les Forces de soutien rapide (RSF) contre une base militaire située à proximité de l'aéroport de Port-Soudan. Depuis plusieurs jours, la ville est la cible d'attaques par drones visant également ses infrastructures. Les dépôts pétroliers stratégiques situés au port ont été frappés, provoquant un incendie de grande ampleur. Une autre attaque a visé la principale sous-station électrique, entraînant une coupure totale d'électricité. C'est la première fois depuis le début de la guerre que la ville de Port-Soudan est la cible de telles attaques. L'autorité de l'aviation civile a dû, à plusieurs reprises, suspendre le trafic aérien à l'aéroport de Port-Soudan.

## SOUDAN DU SUD

### Première livraison de pétrole brut à Port-Soudan, après plus d'un an de suspension

Le ministère du Pétrole a annoncé le 1<sup>er</sup> mai l'arrivée des premiers volumes de pétrole brut Sud-Soudanais à Port-Soudan, après une suspension des exportations de plus d'un an. Cette annonce intervient à la suite d'une réunion technique à Port Soudan qui a réuni des responsables des ministères du Pétrole des deux pays, ainsi que des représentants des sociétés pétrolières nationales sud soudanaises. D'après le ministère soudanais de l'Énergie et du Pétrole, le volume de brut pompé actuellement atteint 110 000 barils/jour, provenant du champ « Palm 1 » à l'État d'Upper-Nil au Soudan du Sud. Il a confirmé l'achèvement des préparatifs

pour l'expédition de la 1<sup>ère</sup> cargaison dans les prochains jours. Toutefois, le sous-secrétaire du ministère Sud-Soudanais du Pétrole a fait part des inquiétudes quant à la sécurité des exportations, après des attaques menées par les milices des RSF contre des installations pétrolières à Port-Soudan (cf. supra).

## TANZANIE

### Forte hausse du salaire minimum des fonctionnaires

Lors du Congrès annuel des syndicats le 1<sup>er</sup> mai, la Présidente Suluhu Hassan a confirmé une augmentation du salaire minimum des fonctionnaires de +35,1 %. D'environ 137 USD par mois, il a été réévalué à 186 USD (soit 500 000 TZS) à partir de juin 2025. La Présidente a justifié cette augmentation par la croissance de +5,5 % en 2024, l'augmentation du coût de la vie et l'effort fourni par les fonctionnaires. Alors que la dernière hausse du salaire minimum des fonctionnaires datait de 2022, cette nouvelle augmentation intervient dans un contexte de l'élection présidentielle d'octobre 2025. En parallèle, une commission (*Minimum Wage Board*) est train de réaliser une évaluation visant à augmenter le salaire minimum dans le secteur privé.

### Le gouvernement espère développer l'industrie du sel avec de nouvelles règles

Le gouvernement a annoncé la préparation de nouvelles licences spécifiques pour la production de sel. Aujourd'hui, le sel est considéré comme un minéral à part entière ce qui complique les démarches administratives pour sa production. L'accord entre le gouvernement et l'association nationales des sauniers prévoit de réduire le coût des licences en sortant le sel de la catégorie des minéraux. En 2022, la Tanzanie a produit 182 000 tonnes de sel, soit une augmentation de +61 % par rapport à 2021. La production est surtout concentrée dans la région côtière du sud (Lindi et Mtwara) où la méthode d'évaporation par l'exposition au soleil est principalement utilisée. La Tanzanie est le 42<sup>ème</sup> exportateur mondial de sel avec un montant de 10,4 M USD en 2023. Le Malawi est son principal client avec 5 M USD d'importations. Malgré ses ressources, l'industrie du sel reste sous-exploitée tandis que le sel produit est essentiellement consommé localement.